

Dernière Heure

L'ANNIVERSAIRE DE GAMBETTA

Paris, 5 janvier. — Ce matin a été célébré, aux Jardins, la cérémonie qui commémore le mort de Gambetta.

Une première manifestation a eu lieu à dix heures et demie. Elle était organisée par la municipalité de Sévres, qui est venue apporter une couronne portant l'inscription : « Gambetta, Sévres, 1836, dans la maison natale du tribun. »

La délégation était accompagnée de trois sociétés musicales, l'Orphéon de Sévres, les Vétérans et les Trompettes de Sévres.

M. Poirot-Delpech, maire de Sévres, a prononcé devant le monument de Gambetta un discours de Bartholdi, une courte allocution, rappelant que la période électorale allait s'ouvrir et engageant les électeurs à avoir présents à la mémoire les principes de Léon Gambetta-fondateur de la République libérale.

Après un discours de M. Delpeuch, les ministres de la guerre et des colonies, suivis des membres de l'Association gambettiste, se sont rendus dans un restaurant voisin où un banquet de trois cents couverts a été servi.

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

LE BANQUET

Après un discours de M. Delpeuch, les ministres de la guerre et des colonies, suivis des membres de l'Association gambettiste, se sont rendus dans un restaurant voisin où un banquet de trois cents couverts a été servi.

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

Après dessert, M. Cazot a porté un toast à M. Loubet, gardien ferme et vigilant de la Constitution républicaine à M. Waldeck-Rousseau, ce ministre que Gambetta saluait comme une espérance de la République, et à M. Debrais, qui a toujours réitéré : « Il boit ensuite à M. Debrais, puis au général André, dont le nom est très applaudi. »

arrivé le Stockholm, puis le monta sur son navire, tandis que le facre disparaissait. Or, depuis ce moment le capitaine Rossander n'a plus été vu.

Chose étrange, au matin, un loueur de voitures s'est rendu au bureau de police pour déclarer qu'un de ses cochers avait disparu avec le cheval et la voiture précisément le 1er janvier.

Que s'est-il passé ? Le cocher est-il tombé dans l'Escalot avec l'attelée et le client ? On ne le sait. Plusieurs scaphandriers explorent en ce moment l'Escalot et les bassins devant Anvers jusqu'à ses recherches sont restées infructueuses, sans avoir des nouvelles du double ardeur.

Le capitaine Rossander devait encore avoir sur lui 700 francs. Le « Stockholm » est parti ce matin. C'est le capitaine Koll qui en a pris la direction.

L'enquête est poursuivie activement par les magistrats.

DANS LA RÉGION

UN ENFANT MARTYR

à Sin-le-Noble

Dernièrement, M. Lenné, médecin de l'état civil, à Sin-le-Noble, était appelé à constater le décès d'un enfant dans la roulotte d'un marchand de chiffons, en stationnement près du cimetière de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

Le cadavre de l'enfant, âgé de deux ans, était étendu sur le sol, dans une position étrange, refusant le permis d'inhumer et, immédiatement, avait été transporté au domicile de M. Lenné, par le médecin-légiste de Douai, sur la route de Sin-le-Noble.

payé les infractions qu'ils ont commises en tentant de commettre. Il est tout naturel que, dans ces conditions, l'autorité française, usant de l'indignité, considère que les indigènes doivent à leur tour être tenus à une réserve identique à celle imposée aux Européens, alors surtout qu'il s'agit de femmes, non pas seulement européennes, mais françaises.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre incident de la double ardeur de nos indigènes est celui-ci : c'est que, au lieu de se marier et de se faire, comme il se fait, un foyer, ils se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

ne Arroux, fut trouvée mystérieusement assassinée en cet endroit.

Cette affaire revint aujourd'hui dans toutes les conversations et des personnes, liées à Penquité, se souviennent qu'en effet Henri Vidal était bien à Marseille au moment du drame ; que ce fut même par sa déposition que le parquet de cette ville apprit qu'il était en présence du cadavre de la domestique.

Henri Vidal avait un frère, aujourd'hui décédé, Léopold, qui, en 1891, partit en mission, subventionnée par le gouvernement. Henri, resté au domicile familial, eut à l'aventure et fit les mêmes balades. Aux plages hivernales, à Allouville-les-Bains, où il était tout dernièrement, il tenait une boutique de fleurs, fruits et herbes, et dans son commerce par une jeune fille qu'il avait prise à son service. Il serait peut-être utile d'interroger cette domestique.

Disons pour terminer, sans vouloir le moins du monde plaider les circonstances atténuantes en faveur d'Henri Vidal, que plusieurs de ses compatriotes nous affirment avoir rencontré à la station balnéaire et avoir reconnu chez lui un état d'esprit absolument inquiet.

Il est évident que, par un étrange fatidisme, que l'horde des Iles-d'Océan était étreinte d'un seul bloc et qu'il avait assisté, avant son départ pour les eaux, à l'enterrement d'un de nos plus sympathiques Hyérois. Ceci et certaines incertitudes de conversation dénoteraient un dérangé mental, qui ne pouvait être, au fond, que la conséquence morbide des remords de l'assassinat.

Le parquet de Toulon, comme nous le disons plus haut, vient d'être prié de se dessaisir du crime de Tamaris. Cette décision du juge d'instruction de Nice, arrivant au dernier moment, semble indiquer que Vidal a avoué ce crime.

Un curé et sa maîtresse assassinés

Montrion, 5 janvier. — Ainsi que nous l'avons relaté, le parquet de Montrion s'est transporté hier de nouveau à Sainte-Agathe-la-Bouteresse.

Les magistrats se sont d'abord rendus à Bœuf où ils ont entendu divers témoins, dont toutefois les dépositions n'ont fait faire aucun pas sensible à l'instruction.

C'est à deux heures et demie seulement que le procureur de la République, M. Humbert, et le conseiller saisi sont arrivés à Sainte-Agathe.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, la rumeur publique accusait un nommé X... du double assassinat du curé Lardet et de la veuve Simard. Ce nom, qui n'est autre que celui d'un curé de ce pays, a été entendu par les magistrats, auxquels il a déclaré que quelque temps après le crime X... lui avait dit que chez les curés il y avait toujours un bon coup à faire, et il avait ajouté : « Vous avez vu, nous ferons de la même façon. »

Une jeune fille, domestique chez le beaupère de X..., a déclaré qu'il avait eu chez son patron une hache qui avait disparu au moment du crime.

Le parquet n'a pas cru devoir procéder à l'arrestation de X... Il s'est borné à saisir la hache sur laquelle, en effet, au manche et au tranchant on remarque des traces mystérieuses. L'instrument sera remis à l'inspecteur de la sûreté de Montrion, qui dira si cette hache, la quatrième qu'il a reçue, porte des traces de sang humain.

X... jouit, comme nous l'avons dit, d'une très mauvaise réputation à Sainte-Agathe.

Ajoutons toutefois que X... travaillait, à deux reprises, à l'usine à gaz de Saint-Etienne, où on le considérait comme un excellent ouvrier. Il quitta cette usine pour se rendre à l'usine à gaz de Firmont, où il resta jusqu'au 11 novembre. C'est à cette date qu'il resta à Sainte-Agathe.

Bizarres arrestations

Tunis, 5 janvier. — Le monde arabe s'entre-tient beaucoup, en ce moment, de l'arrestation, par mesure administrative, et de l'incarcération pour deux mois, de deux notables indigènes musulmans qui ont été arrêtés dans un hôtel, alors qu'ils étaient en compagnie de deux chanteuses de nationalité française.

Le secrétaire général du protectorat tunisien, voulant réagir contre certaines tendances qui ont les indigènes à manquer de respect aux femmes françaises, essaie d'introduire, dans la police municipale, des femmes indigènes, et des indigènes et femmes françaises.

Toutefois, la loi tunisienne, n'ayant pas prévu ce genre de délit, on a dû en viser un autre, commis d'ailleurs par les deux indigènes en question, qui étaient en possession de boissons alcooliques, fait délictueux, en temps de Ramadan, par la loi musulmane.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

Un autre motif à également décidé le secrétaire général à agir ainsi. C'est que, dans le Tunis, il y a des musulmans qui, au lieu de se marier, se contentent de vivre en commun, sans se marier, sans se faire, comme il se fait, un foyer.

un congé supplémentaire d'une ou deux semaines maximum pourra être accordé sur les médailles de vermeil, 75 médailles d'argent, 100 médailles de bronze.

Ce congé supplémentaire précéderait immédiatement les grandes vacances ou, à défaut, les vacances, aux divers congés réservés pendant la durée de l'année scolaire.

D'autre part, il sera décerné en 1902 des récompenses aux personnes étrangères aux écoles primaires publiques qui ont collaboré aux œuvres de bienfaisance, et aux personnes qui ont fait preuve de zèle et de succès aux cours d'adultes et aux œuvres complémentaires de l'école.

Faits Divers

HORS RÉGION

UN SCANDALE CLÉRICAL

Dans un établissement de bienfaisance. — Un jeune homme violé par une sœur.

Barcelone, 5 janvier. — Le théâtre de la nouvelle comédie, au Palais de la Miséricorde de Valence, établissement confié aux soins de la charité.

C'est dans la matinée du 25 décembre qu'a eu lieu le scandale dont parle le journal républicain « El Pueblo ».

Une nonne, belle fille de 24 ans, était restée dans l'un des dortoirs du second établissement, où se trouvait, soit par hasard, soit appelé par elle, un garçon de 16 ans, du nom de Carra.

L'adolescent fut séduit et violé par la lubrique sœur, et un autre orphelin, du nom de Vélaro, a été présent à la scène.

Et lundi, au moment où la supérieure et une autre sœur recevaient des visites, l'enfant Vélaro leur a présenté une couverture, pièce à conviction, qui portait des traces du délit commis.

Cette dénonciation a été ainsi connue de dehors. Le scandale fut immense.

On renferma aussitôt dans un cachot l'enfant dénonciateur, qui, quelques jours après, fut expulsé de l'asile. Mais toutes les précautions furent inutiles. Le fait est aujourd'hui public et chacun le commente plus ou moins écriquement.

On s'agit de sœur Casilda, soprano de la chapelle de l'abbaye de bienfaisance. Elle n'a pas été débauchée, mais elle a été violée par un jeune homme, qui a été expulsé de l'asile.

Le journal républicain « El Pueblo », de Valence, dit posséder des preuves de l'authenticité des renseignements ci-dessus et ne veut tolérer aucun démenti. Puis la même feuille ajoute en terminant :

« Le scandale a été commis ! En avant la musique ! Nous ne demandons pas la condamnation de la nonne, bien au contraire. Si, à l'heure présente, elle était véritablement mère, au lieu de sœur, ce que nous dirions est que le fruit de cette passion ne disparaît pas comme un cadavre, mais qu'il est élevé à la dignité d'un être humain. »

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

Notre intérêt n'est pas de poursuivre une pauvre femme, sinon convaincre certaines gens de ce que la vertu et la charité des sœurs n'ont rien de commun avec le péché et le crime.

tres communes lui revenait de droit dans la cérémonie d'inauguration.

Au banquet des maîtres ont été en outre invités les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement, les sénateurs et députés de la Loire, les sénateurs et députés des départements limitrophes : Haute-Loire, Ardèche, Isère, Rhône, Saône-et-Loire, Allier, et Puy-de-Dôme, et adjoints et les conseillers municipaux de Saint-Etienne, les deux anciens maires qui ont signé la convention avec le département, MM. Barralon et Chavanon, et les anciens préfets de la Loire.

La Triple

Berlin, 5 janvier. — Deux importants journaux, la « Gazette du Peuple » de Cologne et le « Dresder Anzeiger » constatent le refroidissement des relations austro-allemandes et italo-allemandes que les fédérations allemandes s'efforcent d'atténuer.

La « Gazette du Peuple » dit que les rapports entre Berlin et Vienne ont atteint un froid état depuis longtemps. La situation du prince d'Euembourg à Vienne est aussi difficile que celle du comte Stroganoff à Berlin, à cause de la néfaste politique polonaise qu'a provoquée le double antagonisme entre le germanisme et le slavisme, et entre le protestantisme et le catholicisme.

Le journal saxon dit qu'il est impossible de nier que les relations entre les cours de Berlin et de Rome soient devenues très froides ; bien que le duc de Saxe-Altenbourg soit parti, le roi d'Italie ne songe pas à faire à Berlin la visite traditionnelle.

Dans les sphères officielles de Berlin, on affecte de croire au renouvellement de la Triple. En réalité, il faut reconnaître qu'il règne au Quirinal de tout autres dispositions à l'égard de l'Allemagne depuis que sur le trône est assis le duc du nouveau roi la fille du prince de Monténégro.

L'Assurance contre la Maladie

Bruxelles, 5 janvier. — Le grand-duc de Luxembourg vient de mettre en vigueur l'assurance obligatoire contre la maladie.

L'obligation s'étend aux ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports et aussi aux fonctionnaires et aux employés, lorsque leur salaire est inférieur à 3,000 francs.

Les personnes assurées sont assurées des dépenses de secours médicaux, soit auprès des caisses patronales reconnues, soit auprès des caisses régionales créées par la loi. Les assurés ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques et à une indemnité égale — par jour ouvrable — à la moitié du salaire mensuel.

Les cotisations qui couvrent les frais sont pour deux tiers à la charge des intéressés, pour un tiers à la charge du patron. Elles s'élèvent au total à 3 % du salaire et sont acquittées par les soins du chef d'industrie.

Les caisses régionales sont administrées par un conseil formé pour deux tiers de délégués ouvriers, pour un tiers des représentants des patrons.